

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/2/Add.22

26 novembre 1996

(96-5007)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: français

MISE EN OEUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

La délégation de Tunisie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après au titre de l'article 15.2 de l'Accord.

1. L'accord portant institution de l'OMC a été ratifié par la Tunisie en vertu de la loi No. 95-6, du 23 Janvier 1995. De ce fait, et en application de l'article 36 de la constitution, l'Accord sur les Obstacles Techniques au Commerce a force obligatoire en Tunisie.
2. Les projets de normes sont publiés dans le Bulletin officiel de l'Institut National de la Normalisation et de la Propriété Industrielle (INNORPI). Les règlements techniques, les Procédures d'évaluation de la conformité et les normes d'application obligatoire sont publiés dans le Journal Officiel de la République Tunisienne.
3. Les points d'information prévus aux articles 10.1 et 10.3 de l'Accord ont été notifiés au Comité des Obstacles Techniques au Commerce.

Institut National de la Normalisation et de la Propriété Industrielle
(National Standardization and Industrial Property Institute)
INNORPI
B.P. 23
1012 Tunis le Belvédère
Rue Ibn El Jazar 10 bis
La Fayette
Tunis

Téléphone: + (21 61) 78 59 22
Télex: 13 602 INORPI TN

4. Le Ministère du Commerce (Direction Générale de la Coopération Economique et Commerciale) est l'Autorité centrale chargée des notifications requises au titre des Accords de l'OMC et de l'Accord OTC.

Ministère du Commerce (Direction Générale de la Coopération Economique et Commerciale)

Avenue Khéreddine Pacha
1002 Tunis

./.

Téléphone: (216-1) 89 37 84
78 56 34
Téléfax: (216-1) 78 13 24

A cet effet, il assure la présidence du Secrétariat National chargé des relations avec l'OMC, composé des représentants de tous les départements ministériels. Les dispositions prises pour la mise en oeuvre de l'Accord sur les Obstacles Techniques au Commerce sont portés à la connaissance du Ministère du Commerce à travers le Secrétariat National qui constitue, comme indiqué ci-dessus, l'autorité centrale en matière de notification.